

COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

Québec 



ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION  
TABLE DES MATIÈRES

<b>Demandes de renseignements généraux</b>	<b>1</b>
1. Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014	3
2. Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014	4
3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme	5
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements	8
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014	9
8. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme	18
9. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics	20
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004	21
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses diverses	24
14. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie	25
15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 :	
a. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;	26
b. le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;	27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION  
 TABLE DES MATIÈRES

c. le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;	28
e. le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);	29
f. le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;	30
i. le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation;	31
j. l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);	32
k. l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	33
l. le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	34
m. le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).	35
<b>16. Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction :</b>	
a. le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;	36
b. le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;	37
c. le nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraite qui seront versées;	38
d. le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	39
<b>17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014</b>	40
<b>18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués</b>	41
<b>21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère</b>	42
<b>24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres</b>	43
<b>25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014</b>	44
<b>26. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels)</b>	46
<b>29. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014</b>	47

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION  
TABLE DES MATIÈRES

33. Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent	48
35. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement	49
36. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis	50
37. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat	51
39. Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?	52
40. Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?	53
42. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics	54
44. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme	55
45. Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus	56

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS DE L'OPPOSITION  
TABLE DES MATIÈRES

**Demands de renseignements particuliers** 57

Opposition officielle


1. Concernant le bureau de la présidence : nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents 59
2. Liste de tous les comités interministériels dont fait partie la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances 60
3. Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années (nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers, nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents, délai) 61
4. Dans les régimes de retraite, quel est le nombre de régimes qui sont en déficit à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2008-2009 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015 62
5. La somme de l'ensemble de ces déficits par année par régime de retraite 62
6. Dans les régimes de retraite, quels sont le nombre de régimes qui ont des surplus à l'heure actuelle et l'évolution de ces données entre 2008-2009 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015 62
7. La somme de l'ensemble de ces surplus par année par régime 62
8. Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisées depuis 2009-2010, par année financière, par ou pour la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance concernant les régimes de prestations cibles 66

Deuxième groupe d'opposition

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer : 67
  - a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
  - b. la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
  - c. leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Évolution annuelle du nombre de plaintes à la CARRA depuis 2005. Spécifier la cause principale de la plainte 71

COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Québec 



ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 : les endroits et dates de départ et de retour; la copie des programmes et rapports de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.); les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant.

UNITÉ ADMINISTRATIVE :					
NOM	ENDROIT	TITRE EXPLICATIF DE LA MISSION	PERSONNES RENCONTRÉES	DATE DÉPART/RETOUR	COÛT
Danya Ouellet	Fredericton	Conférence QSM (Quantitative service measurement): Présentation et comparaison des coûts unitaires des organismes	Administrateurs de régimes de retraite publics au Canada	2013-05-22 à 2013-05-24	955,47
François Hallée	Fredericton	Conférence QSM (Quantitative service measurement): Présentation et comparaison des coûts unitaires des organismes	Administrateurs de régimes de retraite publics au Canada	2013-05-22 à 2013-05-24	1 073,49
Danya Ouellet	Fredericton	Forum canadien des régimes de retraite	Administrateurs de régimes de retraite publics au Canada	2013-08-18 à 2013-08-20	881,43
François Hallée	Fredericton	Forum canadien des régimes de retraite	Administrateurs de régimes de retraite publics au Canada	2013-08-18 à 2013-08-20	854,12
François Hallée	Toronto	Conférence QSM (Quantitative service measurement): Révision de l'étude QSM, qualité des données, prise de décisions basées sur le risque et services en ligne	Administrateurs de régimes de retraite publics au Canada	2013-10-27 à 2013-10-29	839,54
Claudia Giguère	Toronto	Conférence QSM (Quantitative service measurement): Révision de l'étude QSM, qualité des données, prise de décisions basées sur le risque et services en ligne	Administrateurs de régimes de retraite publics au Canada	2013-10-27 à 2013-10-29	788,30
Simon Lavoie-Deraspe	Toronto	Atelier sur le professionnalisme (formation)	Actuaires	2013-12-01 à 2013-12-02	802,28
Charles Allard-Bergeron	Toronto	Atelier sur le professionnalisme (formation)	Actuaires	2013-12-01 à 2013-12-02	561,18
				<b>Total</b>	<b>6 755,81</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 2

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère au Québec par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014: l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; les coûts ventilés; le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun voyage n'a été fait par le président-directeur général.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; les noms des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Colloque de l'Alliance des professeurs de Montréal (15 et 16 avril 2013)

Montant : 1 540 (stand d'information)

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE) (25 et 26 avril 2013)

Montant : 680 (stand d'information et visibilité)

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA et informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Colloque de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) (1<sup>er</sup> et 2 mai 2013)

Montant : 2 125 (stand d'information)

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Assemblée annuelle – Alliance des cadres de l'état (23 mai 2013)

Montant : 2 000 (stand d'information)

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Soutien financier – Assemblée générale annuelle de l'Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic (AQRP) (13 juin 2013)

Montant : 500

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès des clientèles visées

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Fabrication et distribution de 1 000 tasses réutilisables pour souligner le 40<sup>e</sup> anniversaire de la CARRA (juin 2013)

Montant : 3 423,66

But visé : Renforcer le sentiment d'appartenance du personnel en soulignant le 40<sup>e</sup> anniversaire de la CARRA

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : Le Groupe Neurones – appel d'offres sur invitation

Congrès annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) (28 et 29 octobre 2013)

Montant : 2 837,50 (stand d'information et visibilité)

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA et informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; les noms des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Placement publicitaire - Question de retraite (octobre 2013)

Montant : 5 000

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès des clientèles visées

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Placement publicitaire - Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) – magazine *Perspective infirmière* (octobre 2013)

Montant : 2 800

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès de la clientèle du réseau de la santé

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Placement publicitaire - Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) – magazine *Savoir* (octobre 2013)

Montant : 1 000

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès de la clientèle du réseau de l'éducation

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Placement publicitaire pendant le Mois de la planification financière de la retraite – Journal de l'Association des employés du gouvernement (octobre 2013)

Montant : 1 486

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès de la clientèle du réseau de la fonction publique

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

**Total pour 2013-2014 : 23 392,16**

**Prévisions 2014-2015**

Assemblée annuelle – Alliance des cadres de l'état (15 mai 2014)

Montant : 2 300 (stand d'information)

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Publireportage d'une page à l'occasion du Mois de la planification financière de la retraite, dans le journal de l'Association des employées et employés du gouvernement du Québec.

Montant : 1 455

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Bandeau publicitaire sur la plateforme de téléapprentissage de l'OIIQ Mistral

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015; les noms des firmes de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Montant : 1 800

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès des clientèles visées

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Publireportage d'une page à l'occasion du Mois de la planification financière de la retraite, dans le magazine *Perspective Infirmière*.

Montant : 1 000

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Publireportage dans le magazine *Savoir* de la Fédération des commissions scolaires du Québec

Montant : 1 000

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Bandeau publicitaire dans le quotidien francophone AMEQ en ligne dédié à l'éducation.

Montant : 3 850

But visé : Assurer le rayonnement de la CARRA auprès des clientèles visées

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Colloque de la Fédération des commissions scolaires du Québec (12 et 13 juin 2014)

Montant : 2 000 (stand d'information)

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Congrès annuel de l'ordre des infirmières et infirmiers du Québec (octobre 2014)

Montant : 2 800 (stand d'information)

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

Congrès de l'Association québécoise des enseignantes et enseignants du primaire (décembre 2014)

Montant : 1 000 (stand d'information)

But visé : Informer la clientèle visée des avantages auxquels elle a droit avec son régime de retraite

Fournisseur et mode d'octroi du contrat : N/A

**Total pour 2014-2015 : 17 205**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère ou l'organisme : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le but visé par chaque dépense; le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; Par une firme externe : la ventilation des sommes dépensées pour chacun des exercices financiers 2012-2013 et 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015; le but visé par chaque dépense; le nombre total d'événements ventilé par type d'événement; le nom du professionnel ou de la firme de publicité; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc..

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEUR ET MODE D'OCTROI DU CONTRAT	COÛT
<p>2013-2014                      5 à 8 Carrière – activité de recrutement – 150 personnes présentes</p>	<p>Pourvoir plus de 30 nouveaux postes réguliers à la Direction principale des systèmes et des technologies (DPST).</p>	<p>Hôtel Delta – contrat de gré à gré                      Imprimeur Graphiscan (affiches) - contrat de gré à gré                      CopieXpress (dépliants) - contrat de gré à gré</p>	<p style="text-align: right;">6 217,73                      116,24                      167,00                      Total : 6 500,97</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Adaptive protocols inc. (ADAPTIVA)	Licence pour serveur	1 350,04	G
Alfid Services immobiliers Ltée <sup>1</sup>	Surveillance et suivi des alarmes provenant de la CARRA à la console Métasys	1 187,67	G
Alfid Services immobiliers Ltée	Travaux de peinture au 7 <sup>e</sup> étage du 475, St-Amable, Québec	4 955,50	G
Alfid Services immobiliers Ltée	Travaux de peinture au 5 <sup>e</sup> étage du 475, St-Amable, Québec	10 783,38	G
Alfid Services immobiliers Ltée	Travaux divers 2013	3 833,54	G
Alfid Services immobiliers Ltée	Travaux électriques au 7 <sup>e</sup> étage du 475, St-Amable, Québec	1 534,86	G
Alfid Services immobiliers Ltée	Climatisation 5 <sup>e</sup> étage du 475, St-Amable, Québec	4 400,00	G
Ameublements Tanguay	Réfrigérateurs (3) salle de repos au 150, René-Lévesque, Québec et 140, Grande Allée, Québec	2 250,00	G
Ameublements Tanguay	Réfrigérateurs (2) salle de repos du 5 <sup>e</sup> étage au 475, St-Amable, Québec	1 798,00	G
Angèle Bergeron	Services spécialisés dans le domaine de la participation aux régimes de retraite administrés par la CARRA	16 000,00	G
AON Conseil	Évaluations actuarielles RREGOP et RRPE 2013	21 000,00	G
Aplustransition	Services-conseils d'un spécialiste en matière de comportements collaboratifs afin d'améliorer la collaboration opérationnelle au sein de la vice-présidence aux services à la clientèle	22 500,00	G
Bell Canada	4 disques RPM pour le Virtual pool	3 688,00	AOI
Bell Canada	Licence Websense et accompagnement	16 406,50	AOI
Bell Canada	Licence Websense	4 690,00	AOI
Brassard Buro	Support écran	1 898,40	AOI
Carole Lalonde	Formation sur les principaux enjeux et défis en gestion de changement aux membres du CA de la CARRA	1 225,00	G
Centre Microbur enr.	Formations spécialisées en français pour les employés de la CARRA	21 300,00	G
Centre Microbur enr.	Formations spécialisées en français pour les employés de la CARRA	18 320,00	G
Clinique d'expertises médicales du Québec	Opinions médicales sur des demandes de rente d'invalidité et de prestations pour maladie en phase terminale	20 800,00	G
Cominar	Travaux de construction d'un bureau au 15 <sup>e</sup> étage du 150, René-Lévesque, Québec	17 070,24	G
Cominar <sup>2</sup>	Travaux de ventilation aux 8 <sup>e</sup> et 9 <sup>e</sup> étages du 150, René-Lévesque, Québec	7 177,00	G
Compugen systèmes	Licences Acrobat Pro version 7	1 993,70	G-CSPQ

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Impression laser novembre 2013	1 366,39	G
Copiexpress L'Imprimeur Conseil	Impression dépliants « Questions de retraite »	1 920,45	AOI
Copiexpress L'Imprimeur Conseil	Impression dépliants « Questions de retraite »	2 098,56	AOI
CSPQ	Services informatiques de transfert sécurisé de fichiers (TSP)	24 112,00	E
CSPQ	Services informatiques sur la plateforme centrale dans l'environnement partagé (PFC-C)	20 930,00	E
CSPQ	Enveloppes E-232	16 067,40	G-CSPQ
Datamark Systems	Impression de chèques	3 388,00	G
DE MARQUE INC.	Licence Petit Robert	1 551,01	G
Dell Computer Corporation Canada	Serveur Dell	12 419,51	AOI
Dell Computer Corporation Canada	Station d'accueil	1 477,20	G
Dell Computer Corporation Canada	Moniteur CSPQ	8 423,40	G-CSPQ
Dell Computer Corporation Canada	Renouvellement avec support des licences Erwin	4 946,65	G
Dell Computer Corporation Canada	Support pour ordinateur portable	1 483,18	G
Dell Computer Corporation Canada	Renouvellement du support pour les 5 licences « Erwin Modeling »	6 043,66	AOI
Déménagement et transport Dolbec inc.	Aménagement	2 671,10	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec inc.	Aménagement	1 357,40	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec inc.	Aménagement	4 983,92	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec inc.	Aménagement	1 000,54	G-CSPQ
Déménagement et transport Dolbec inc.	Aménagement	1 045,06	G-CSPQ
Diane Gagné	Soutien technique en dotation	24 864,00	G
Doris Labrecque	Traitement des plaintes au Bureau des plaintes	15 000,00	G
Ecrion Software, installation et réaménagement de bureau inc.	XF Rendering au 31 mars 2015	1 506,17	G
En Marge Design	Aménagement	1 260,00	AOI
ÉNAP	Entente concernant l'évaluation à des fins de sélection pour deux postes d'encadrement	18 800,00	E
ÉNAP	Entente concernant l'évaluation à des fins de sélection pour deux postes d'encadrement	23 950,00	E

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
ENTRUST INC.	Certificat de sécurité Entrust au 23 mai 2014	8 059,75	G
Enveloppe Concept	Réapprovisionnement d'enveloppe	2 826,00	AOI
Enveloppe Concept	Enveloppe E-462	1 288,80	AOI
Enveloppe Concept	Enveloppe E-03	1 991,00	AOI
Équipement de restaurant Bouchard	Micro-onde	3 450,00	G
Équipement de restaurant Bouchard	Micro-onde	1 150,00	G
Estelle Prévost	Services spécialisés dans le domaine de l'adhésion et de la qualification au RRPE	24 150,00	G
EXTAL, installation et réaménagement de bureau inc.	Mobilier usagé	3 500,00	G
Fournier et associés, consultants géopolitiques inc.	Conférenciers pour le séminaire du 9 octobre 2013, sur les placements	1 300,00	G
Fresche solutions inc.	Maintenance et soutien pour licence Media	2 931,00	G
Fujitsu Conseil	Installation et configuration du système de gestion des accès IPEV	1 995,00	G
Fujitsu Conseil	Installation de lecteurs de gestion des accès	1 400,00	G
Fujitsu Conseil	Contrat de maintenance de Macroscope	7 304,64	G
Future-Net	Casque d'écoute	1 300,00	G
Future-Net	Casque d'écoute	1 681,25	G
GPBL inc.	Évaluation de la maturité organisationnelle en matière de gestion de portefeuille, programmes et projets	23 055,00	G
HEC Montréal	Formation sur le leadership de gestion	5 000,00	E
HEC Montréal	Formation sur le leadership de gestion pour les gestionnaires	5 000,00	E
Hypertec systemes	Ordinateur CSPQ	1 451,92	G-CSPQ
Hypertec systemes	Casque d'écoute	1 072,50	G
Hypertec systemes	Moniteur	4 590,00	G-CSPQ
IMDS Canada inc.	Maintenance numériseur Kodak	4 082,36	G
IMDS Canada inc.	Maintenance sur le logiciel Ad'doc IIM	17 194,51	G
IMDS Canada inc.	Numériseurs Fujitsu	3 640,00	G
Impression Bourg-Royal inc.	Impressions des évaluations actuarielles RREGOP et RRPE	1 727,00	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Impression Bourg-Royal inc.	Impression des « Bulletin RREGOP et RRPE »	1 399,02	G
Impression Bourg-Royal inc.	Impression des « Bulletin en bref »	1 052,84	G
Imprimerie Blouin	Impression dépliants « Questions de retraite »	1 770,00	G
Imprimerie des Chutes	Impression dépliants « La coordination de votre régime de retraite »	2 222,00	G
Imprimerie des Chutes	Réapprovisionnement formulaire « Demande de rachat de service »	3 073,00	G
Imprimerie Joseph Clermont	Impression de dossiers avec diviseurs	1 396,00	G
Imprimerie Le Roy-Audy	Impression bulletin « Coup d'œil RRPE »	2 675,00	G
Imprimerie Raymond Simard	Impression brochures « Rachat de service »	1 275,00	G
Informatique EBR	Réceptacle pour imprimante (style boîte aux lettres)	1 890,00	G-CSPQ
Informatique EBR	Disque dur et réceptacle	1 718,00	G-CSPQ
Informatique EBR	Moniteur 22 pouces	10 755,00	G-CSPQ
Informatique EBR	Imprimantes C3 et C4	8 629,51	G-CSPQ
Informatique EBR	Imprimantes Lexmark MS811	6 977,39	G-CSPQ
Informatique EBR	Imprimantes Lexmark MS811dtn et C792dte	11 933,75	G-CSPQ
Informatique Procontact	Commutateur Cisco	8 160,00	AOI
Informatique Procontact	Commutateurs pour le 140, Grande Allée, Québec (5 <sup>e</sup> et 7 <sup>e</sup> étages)	6 120,00	AOI
Innovation Consultants Gamonnet Vachon Ltée	Accompagnement personnalisé d'une gestionnaire de la CARRA - Programme gouvernemental pour les directrices et directeurs généraux de l'administration de la fonction publique québécoise.	1 500,00	G
Insight	Barrette de mémoire	13 065,60	AOI
Insight	Licence XIAN (jalasoft)	1 559,29	G
Irisco du Québec inc.	Migration Autocad 2014	1 610,00	G
Irisco du Québec inc.	Licence Autocad	1 483,18	G
Le groupe Neurones	Tasses logo 40 <sup>e</sup> anniversaire	4 287,50	AOI
Les entreprises Goldcrest Ltée (Landmark) <sup>3</sup>	Travaux de peinture	9 489,12	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Les entreprises Goldcrest Ltée (Landmark)	Travaux de serrurerie	1 140,87	G
Les entreprises Goldcrest Ltée (Landmark)	Travaux d'électricité	3 668,89	G
Les entreprises Goldcrest Ltée (Landmark)	Travaux de plomberie	1 086,50	G
Les entreprises Goldcrest Ltée (Landmark)	Travaux d'électricité	4 464,72	G
Les Services actuariels (S.A.I.) inc.	Évaluation actuarielle pour le RRMSQ	13 250,00	G
Les solutions Victrix inc.	Jetons SafeNet	1 448,65	G
Les solutions Victrix inc.	Licence McAfee	2 772,50	G-CSPQ
Les solutions Victrix inc.	Licence McAfee Move Virtuel	2 272,20	G-CSPQ
Lexmard Canada	Entretien d'imprimante et fourniture d'encre	5 000,00	G
Louis Sormany	Développement d'une formation à l'attention des membres du Comité de retraite RRAPSC	1 800,00	G
MAB Profil inc.	Mobilier de salle de repos	8 682,31	G
Mercer Canada Limitée	Avis pour le comité de retraite RRPE sur le traitement fiscal	5 000,00	G
Meubles normalisés Québec	Ameublement	2 430,01	G-CSPQ
Meubles normalisés Québec	Fauteuils	1 901,70	G-CSPQ
Meubles normalisés Québec	Fauteuils multitâches	1 773,90	G-CSPQ
Michel Furois	Transfert d'expertise dans le règlement des rentes spécialisées	17 402,00	G
Michel Furois	Transfert d'expertise dans le règlement des prestations sans lien d'emploi et des prestations de décès	5 000,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Licences Nworks	1 530,48	G
Micro Logic Sainte-Foy	iPad (pour vice-présidence)	1 902,30	G
Micro Logic Sainte-Foy	Graveur	1 962,25	G
Micro Logic Sainte-Foy	Licences Antidote RX	1 080,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Licences Antidote RX	1 620,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Licences Antidote RX	2 160,00	G
Micro Logic Sainte-Foy	Renouvellement maintenance Veeam NETWORKS	2 647,60	G
Micro Logic Sainte-Foy	Vranger au 30 mars 2015	5 828,98	AOI

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Micro Logic Sainte-Foy	AirWatch licence	5 633,14	G
Mobilier de bureau MBH	Fauteuils pour ergonomie	1 243,00	G
NI Produits, division de corporation norme internationale	Bac Multiplus	2 271,60	G
NI Produits, division de corporation norme internationale	Bac Multiplus	2 270,00	G
Normandin Beaudry, actuaires conseil inc.	Témoin expert, actuaire-conseil	10 000,00	G
Norton Rose Canada	Ententes de transfert conclues en vertu de la Loi sur le RREGOP et de la Loi sur le RRPE-Demande d'opinion juridique	18 000,00	G
Novaxis solutions inc.	Banque de données	3 287,34	G
Pitney Bowes	Équipement salle de courrier	5 047,52	G-CSPQ
Présence informatique	Installation d'un support pour projecteur	4 326,00	AOI
Présence informatique	Projecteur	2 130,00	AOI
Présence informatique	Projecteur	1 652,00	AOI
Présence informatique	Casque d'écoute	1 516,00	AOI
Prévention incendie Safety first	Entretien des extincteurs	4 292,39	G
Prévention incendie Safety first	Inspection visuelle sur les systèmes Novec 1230	1 800,00	G
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)	Formation à l'intention des gestionnaires de la CARRA en matière de santé des personnes au travail	6 000,00	G
Régulatech	Travaux de corrections de problèmes dans Maxsys	2 053,94	G
Régulatech	Raccord en série	1 344,32	G
Renée Deveault	Dispenser des services infirmiers gratuits aux employés de la CARRA	1 000,00	G
REP Solution interactive inc.	Hébergement et compilation de sondage sur serveur sécurisé (l'outil Openfield Sondage)	2 500,00	G
Safety First	Inspection incendie	1 249,50	G
Sani-Fontaines inc.	Installation de deux refroidisseurs d'eau	1 150,00	G
Sécurité optimale	Installation de lecteurs	1 046,80	G

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Serrurerie contrôle	Travaux de serrurerie	2 756,25	G
Société de contrôle Johnson	Vérification d'alarme	1 188,00	G
Société de contrôle Johnson	Travaux climatiseur UR-4 et UR-8	2 956,20	G
Société de contrôle Johnson	Travaux ajout d'une alarme commune UR-4 et UR-8	2 710,00	G
Société de contrôle Johnson	Installation moteur fan	1 650,00	G
Société de contrôle Johnson	Travaux d'ajout d'une alarme de lockout sur des unités Marvair sur Métasys	2 325,00	G
Société de contrôle Johnson	Ajout d'une console de gestion ADS	6 674,00	G
Société de contrôle Johnson	Travaux de remplacement d'un compresseur	9 300,00	G
Société de contrôle Johnson	Problème sur unité de réfrigération	1 006,33	G
Société de contrôle Johnson	Alarme haute température	1 575,00	G
Société de contrôle Johnson	Service de réparation	1 126,76	G
Société de contrôle Johnson	Appel de service du 16 et 17 février 2014	2 967,02	G
Softchoice corporation	Accès au contrat CSPQ Mise à jour des postes	20 826,00	G-CSPQ
Softchoice corporation	Licence Visio	10 288,80	G-CSPQ
SOM inc.	Évaluation de nouveaux documents destinés à la clientèle	14 500,00	G
Sono Vidéo inc.	Projecteurs	1 378,26	G
SPB Psychologie organisationnelle inc.	Coaching de gestion de carrière	2 375,00	G
SPB Psychologie organisationnelle inc.	Coaching de gestion de carrière	2 700,00	G
SPB Psychologie organisationnelle inc.	Coaching de gestion de carrière	1 750,00	G
SPB Psychologie organisationnelle inc.	Diagnostic du climat organisationnel d'une unité administrative	13 000,00	G
Stanex	Remplacement de 2 batteries en défaut	4 136,80	G
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 503,84	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	1 236,53	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 777,86	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 232,14	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 936,00	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	1 292,80	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 028,38	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Papier photocopieur	2 448,28	G-CSPQ
Staples avantage (Corporate Express)	Fourniture magasin	1 094,36	G-CSPQ
Supremex	Réapprovisionnement enveloppe	2 259,60	AOI
TEK Graphix	Équipement de micro-perforation	5 495,00	AOI
Teknion Roy & Breton	Mobilier	1 761,20	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Mobilier	4 346,35	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Mobilier	5 105,55	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Mobilier	5 105,55	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Ameublement projet : 004-0475-057-PAT	4 938,85	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Ameublement projet : 004-0475-058-AB	4 632,50	G-CSPQ
Teknion Roy & Breton	Ameublement 12 <sup>e</sup> étage du 150, René-Lévesque, Québec	3 082,98	G-CSPQ
Transcontinental	Impression du Rapport annuel de gestion 2012	8 931,00	AOI

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT (seuil > 1 000 et < 25 000)	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Trinôme Conseil	Évaluation actuarielle pour le RREM	13 250,00	G
Versalys	Formations sur la gestion du temps et des priorités pour les chefs de service et de division de la CARRA.	10 880,00	G
Vidéotron Ltée	Abonnement Vidéotron	3 812,94	G
Vidéotron Ltée	Abonnement Vidéotron	3 812,94	G
Vidéotron Ltée	Abonnement Vidéotron	3 812,94	G
Vinci Park	Coupon de stationnement	1 152,00	G
Winklevoss technologies, LLC	Renouvellement clé USB pour utilisation du logiciel Proval	12 360,00	G
Zins Beausnesne et associés Ltée	Réalisation du traitement et de l'analyse des résultats du sondage sur la mobilisation du personnel	5 000,00	G
Zoho corporation (Manage Engine)	Licence Manage Engine NetFlow Analyser 250 interfaces - Edition professionnel	1 577,41	G
		<b>Total : 1 065 739,71</b>	

<sup>1</sup> Ce fournisseur étant le gestionnaire de l'immeuble du 475, rue Saint-Amable, nous avons l'obligation d'utiliser ses services ou ceux désignés par le propriétaire.

<sup>2</sup> Ce fournisseur étant le propriétaire de l'immeuble du 150, boul. René-Lévesque, nous avons l'obligation d'utiliser ses services ou ceux désignés par celui-ci.

<sup>3</sup> Ce fournisseur étant le gestionnaire de l'immeuble du 140, Grande Allée, nous avons l'obligation d'utiliser ses services ou ceux désignés par le propriétaire.

AOI : Appel d'offres sur invitation

E : Entente

G : Gré à gré

G-CSPQ : Ce fournisseur ayant déjà fait l'objet d'un appel d'offres de la part du CSPQ, nous utilisons le portail du CSPQ pour nos acquisitions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 8

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions; la grille d'évaluation des soumissions; la justification du choix du soumissionnaire retenu; le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.			
APPELS D'OFFRES PUBLICS (Numéro de référence interne)	LISTE DES SOUMISSIONNAIRES (Selon le rang)	MONTANT DES SOUMISSIONS	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
Ressources en assistance aux opérations (114842)	CGI Inc.* Société Conseil Groupe LGS Fujitsu Canada	9 499 835,00 <sup>1</sup> 9 192 969,84 Non acceptable	Prix ajusté le plus bas (meilleur rapport qualité-prix)
Architecture technologique et de sécurité 2013-2016 (115232)	Nurun Inc.* Alithya Société Conseil Groupe LGS	1 768 046,00 2 267 925,00 Non acceptable	Prix ajusté le plus bas (meilleur rapport qualité-prix)
Entretien et évolution des systèmes de mission 2013-2016 (115756)	Société Conseil Groupe LGS* Nurun Inc. CGI Inc.	10 230 000,00 10 986 437,00 11 990 243,10	Prix ajusté le plus bas (meilleur rapport qualité-prix)
Services d'accompagnement pour la réalisation des travaux visant l'implantation des phases SGR2 L2 et SGR3 de la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) (117313)	R3D Conseil Inc.* Groupe Conseil OSI Québec CGI Inc. Fujitsu Canada Les Services conseils ABna Inc.	573 160,00 583 278,16 674 380,00 Non acceptable Non acceptable	Prix ajusté le plus bas (meilleur rapport qualité-prix)
Réalisation de travaux d'architecture fonctionnelle 2013-2016 (117314)	Les services conseils Systématix Inc.*	1 373 560,00	Seule soumission conforme et acceptable
Soutien des progiciels et logiciels 2014-2017 (117864)	La Société conseil Lambda Inc.*	1 313 900,00	Seule soumission conforme et acceptable
Services professionnels dans les domaines de la sécurité de l'information et de la gestion de risques (118191)	CGI Inc.* (1 <sup>er</sup> rang) Nurun Inc.* (2 <sup>e</sup> rang) In Fidem Inc.	1 495 900,00 1 963 500,00 Non acceptable	Contrat à exécution sur demande attribué aux prestataires de services ayant présenté une soumission conforme et acceptable
Services professionnels dans les domaines du soutien administratif, de la gestion de projets et du conseil stratégique à la Vice-présidence à l'administration (118252)	R3D Conseil Inc.* (1 <sup>er</sup> rang) Les Services conseils ABna Inc.* (2 <sup>e</sup> rang) Société Conseil Groupe LGS* (3 <sup>e</sup> rang) Groupe Conseil OSI Québec* (4 <sup>e</sup> rang) SIRIUS, Services Conseils* (5 <sup>e</sup> rang) CGI Inc.* (6 <sup>e</sup> rang) Les services conseils Systématix Inc.* (7 <sup>e</sup> rang)	2 719 640,00 2 790 865,00 3 135 660,00 3 180 100,00 3 725 260,00 3 771 523,80 3 897 740,00	Contrat à exécution sur demande attribué aux prestataires de services ayant présenté une soumission conforme et acceptable
Soutien des infrastructures technologiques 2014-2017 (118386)	TechnoConseil Inc.* Nurun Inc. Fujitsu Canada	1 649 900,00 1 735 069,00 1 791 280,00	Prix ajusté le plus bas (meilleur rapport qualité-prix)

<sup>1</sup> Lors d'une évaluation de la qualité en vue d'une adjudication selon le prix ajusté le plus bas, le prix de chaque soumission acceptable est ajusté selon une formule mathématique dont une variable (le paramètre K) est déterminée par l'organisme public. Ceci veut dire que l'organisme public veut accorder de l'importance à la qualité de la soumission qui est déposée, il est donc prêt à payer plus cher pour obtenir une meilleure qualité. Pour ce contrat, le paramètre K est de 30 %. Ainsi, la firme CGI avait un **prix ajusté de 8 564 196,53** alors que celui de la firme Société Conseil Groupe LGS était de **9 181 492,97**. La firme CGI a donc obtenu le contrat grâce à son prix ajusté le plus bas.

\* L'astérisque indique le ou les adjudicataires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 8

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions; la grille d'évaluation des soumissions; la justification du choix du soumissionnaire retenu; le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.			
Programme d'évolution et de rehaussement des infrastructures technologiques 2014-2017 (118439)	Nurun Inc.* CGI Inc. Société Conseil Groupe LGS Société TELUS Communications	4 222 274,00 <sup>2</sup> 4 102 590,00 3 985 700,00 Non acceptable	Prix ajusté le plus bas (meilleur rapport qualité-prix)
Services professionnels dans les domaines du soutien administratif, de la gestion de projets et du conseil stratégique à la Vice-présidence aux services à la clientèle (118476)	Les Services conseils ABna Inc.* (1 <sup>er</sup> rang) CGI Inc.* (2 <sup>e</sup> rang) La Société conseil Lambda Inc.* (3 <sup>e</sup> rang) Multiforce Technologies Inc. Transition Services Conseils Inc. R3D Conseil Inc.	1 870 638,00 2 103 830,00 2 626 792,00 Non acceptable Non acceptable Non acceptable	Contrat à exécution sur demande attribué aux prestataires de services ayant présenté une soumission conforme et acceptable
Services professionnels en architecture d'entreprise, bureau de projets et conseil stratégique à la Direction générale de la planification et de la performance (118477)	Alithya* (1 <sup>er</sup> rang) CGI Inc.* (2 <sup>e</sup> rang) R3D Conseil Inc.* (3 <sup>e</sup> rang) La Société conseil Lambda Inc.* (4 <sup>e</sup> rang) Fujitsu Canada	1 199 770,00 1 251 250,00 1 286 670,00 1 442 980,00 Non acceptable	Contrat à exécution sur demande attribué aux prestataires de services ayant présenté une soumission conforme et acceptable
Acquisition d'espace de stockage SAN (118771)	Bell Canada*	180 833,99	Seul soumissionnaire conforme

Note : Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

<sup>2</sup> Lors d'une évaluation de la qualité en vue d'une adjudication selon le prix ajusté le plus bas, le prix de chaque soumission acceptable est ajusté selon une formule mathématique dont une variable (le paramètre K) est déterminée par l'organisme public. Ceci veut dire que l'organisme public veut accorder de l'importance à la qualité de la soumission qui est déposée, il est donc prêt à payer plus cher pour obtenir une meilleure qualité. Pour ce contrat, le paramètre K était de 30 %. Ainsi, la firme Nurun avait un **prix ajusté de 3 608 781,20**, alors que celui de la firme CGI était de **3 769 030,78** et celui de la firme Société Conseil Groupe LGS de **3 850 917,87**. La firme Nurun a donc obtenu le contrat grâce à son prix ajusté le plus bas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 9

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; le montant accordé; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.			
FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	MONTANT ACCORDÉ	MOTIF DE LA DEMANDE
La Société conseil Lambda inc.	Appel d'offres public	110 000,00	Avenant au contrat portant sur le soutien à l'administration des bases de données et des progiciels. La signature d'un avenant au contrat actuel permet d'assurer la continuité des opérations et de préparer les documents nécessaires pour publier l'appel d'offres en vue de débiter un nouveau contrat en janvier 2014.
La Société conseil Lambda inc.	Appel d'offres public	124 420,00	Avenant au contrat portant sur le soutien à l'administration des bases de données et des progiciels. Le recours à un deuxième avenant au contrat vise à maintenir la continuité de la prestation de services par les ressources en place qui disposent de l'expertise requise pour effectuer le travail. Cet avenant permet également d'engager les démarches pour l'obtention d'un nouveau contrat.
Nurun inc.	Appel d'offres public	220 000,00	Avenant au contrat portant sur la gouvernance en sécurité de l'information. Un budget supplémentaire a été octroyé à la direction responsable de la sécurité de l'information pour assurer le suivi des recommandations du Vérificateur général du Québec (VGO) ainsi que pour la mise en œuvre du projet « Plan de la continuité du revenu ».
Alithis Services-Conseils inc.	Appel d'offres public	234 864,00	Avenant au contrat portant sur l'architecture technologique et de sécurité. Un budget supplémentaire a été octroyé afin de compléter le projet pilote en cours, de procéder à la rédaction et à la publication d'un nouvel appel d'offres au printemps 2013 et aidera la direction des technologies et de l'exploitation à planifier adéquatement la période de transfert de connaissance nécessaire à la bonne continuité de ses activités prioritaires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.						
Nom du projet	Nature du projet	Montant initial	Plus récentes évaluations de coût	Coûts engendrés au 31 mars 2014	Estimation des coûts restants	Réalisation (%) 31 mars 2014
ÉRIT - Évolution et rehaussement des infrastructures technologiques	Ce projet s'échelonne sur plusieurs phases de réalisation. Il permettra de mettre en place et d'exécuter une stratégie de réalisation pour toutes les phases. Cette stratégie devra s'arrimer aux calendriers de livraison des systèmes de mission et de soutien à la mission afin d'assurer une mise en place harmonieuse des solutions technologiques. L'objectif est d'assurer l'évolution des produits désuets ou en voie de désuétude selon le cycle de vie des manufacturiers.	8 217 000	7 234 400	2 294 100	4 940 300	32
RIV - Rehaussement des infrastructures de virtualisation	Ce projet vise à virtualiser la majorité des serveurs physiques actuels de la CARRA. Il a également pour objectif de mettre en place un cadre de gestion nécessaire pour une exploitation et une utilisation structurée de cette technologie.	4 308 500	3 308 100	2 459 500	848 600	74
Consolidation de l'exploitation	Ce projet comporte deux volets : la consolidation de l'exploitation des systèmes de la CARRA et la relève informatique de la continuité des affaires.	3 292 700	2 769 300	2 143 400	625 900	77
Optimisation des pratiques et des outils du support au développement	Le projet consiste à actualiser l'offre et la prestation de services de la Division de la gestion des environnements et cadres méthodologiques dans une perspective d'optimisation globale des activités entourant l'évolution et le développement de systèmes de la CARRA.	876 000	1 448 300	1 080 500	367 800	75
Modification aux régimes de retraite - RRPE	Ce projet comprend deux volets qui doivent être traités en même temps compte tenu de leur interrelation : Volet 1 – Faire l'analyse des besoins d'affaires associés à la gestion de l'adhésion et de la qualification Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) dans <b>Renouvellement et intégration des systèmes essentiels (RISE)</b> ; Volet 2 – Faire l'analyse de la solution transitoire qui permet d'effectuer la saisie et le suivi des dossiers des demandes d'adhésion au RRPE afin de récupérer ces dossiers pour les intégrer dans la nouvelle solution.	2 581 062	2 581 062	838 000		Suspendu

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.						
Nom du projet	Nature du projet	Montant initial	Plus récentes évaluations de coût	Coûts engendrés au 31 mars 2014	Estimation des coûts restants	Réalisation (%) 31 mars 2014
Optimisation du domaine participation (ODP) - Amélioration des validations de données de participation	Ce projet consiste principalement à améliorer les composantes systémiques reliées au domaine d'affaires participation afin de mieux supporter l'employeur dans son processus de déclaration annuelle et dans la correction de données déclarées. De plus, ce projet consiste à intégrer des chaînes de traitement pour supporter les travaux annuels. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Correctifs dans le processus de traitement de la déclaration annuelle. Diminution des délais au niveau du chemin critique du traitement des demandes clients. Actuellement, il y a approximativement 30 % des demandes clients qui sont bloquées par un message d'erreur de participation.</li> <li>• Correctifs dans le processus de régularisation des emplois multiples, préalable au calcul de rentes.</li> </ul>	6 413 000	5 987 200	5 179 200	808 000	87
Optimisation du domaine participation (ODP) - Amélioration de la facturation	Ce projet consiste principalement à améliorer les composantes systémiques reliées au domaine d'affaires participation afin de mieux supporter l'employeur dans son processus de déclaration annuelle et dans la correction de données déclarées. De plus, ce projet consiste à intégrer des chaînes de traitement pour supporter les travaux annuels. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Révision du format de la facture.</li> <li>• Faciliter les échanges avec les employeurs. Intégrer les améliorations de la qualité du calcul de cotisation aux systèmes.</li> <li>• Automatisation du processus de facturation (actuellement fait manuellement).</li> </ul>	1 577 800	1 469 900	186 200	1 283 700	13

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.						
Nom du projet	Nature du projet	Montant initial	Plus récentes évaluations de coût	Coûts engendrés au 31 mars 2014	Estimation des coûts restants	Réalisation (%) 31 mars 2014
Implantation SAGIR-RH	Gérer la transformation organisationnelle résultant de l'implantation des nouvelles fonctionnalités livrées par la Direction générale des solutions d'affaires en gestion intégrée des ressources (DGSAGIR). La livraison 2 de SGR2 couvre différents volets de la gestion des ressources humaines (plan de délégation, assiduité, dossier personnel, etc.) et la livraison de SGR3 couvre la dotation en ligne.	679 000	593 400	249 400	344 000	42
Développement et mise en œuvre du bureau de projets institutionnel CARRA	Élaborer et offrir aux gestionnaires de portefeuille, programmes et projets de la CARRA les éléments prioritaires pour jouer efficacement leur rôle, notamment la planification et le suivi du portefeuille de projets et le soutien à la gestion de programmes et projets.	437 200	437 200	7 300	429 900	2
Migration de Virtuo financier	Réaliser la migration vers une nouvelle version du progiciel Virtuo financier, dû à la désuétude de sa version actuelle. Ce progiciel est une composante essentielle de RISE qui produit l'ensemble des états financiers des régimes de retraite.	166 900	166 900	7 900	159 000	5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: la photocopie; le mobilier de bureau; l'ameublement; le distributeur d'eau de source; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

OBJET	COÛT
Photocopies	2 090,00
Mobilier de bureau et ameublement	4 346,35
Distributeur d'eau de source (achat ou location et consommation)	273,26
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas (incluant les frais d'alcool et de fêtes)	1 322,18
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement (ensemble des dépenses)	
- Québec	145,00
- Extérieur du Québec	0,00
Location et entretien des plantes	278,88
Location et entretien de la machine à café	0,00
Location ou achat d'encadrement	71,99
<i>Total</i>	<hr style="width: 100px; margin: 0 auto;"/> 8 527,66 =====

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 14

Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres); le nombre de téléavertisseurs utilisés; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le coût des contrats téléphoniques; les noms des fournisseurs; le nombre de minutes utilisées; les ordinateurs portables.

Les données figurant dans ce tableau réfèrent à une période de 12 mois s'échelonnant du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014.

Nombre de <u>iphones</u> : 79		95 % (Rogers) et 5 % (Bell)
Achats : 20	3 360	Coût d'achat moyen par appareil : 168,00. Entente avec le Centre des services partagés du Québec (CSPQ)
Coût d'utilisation	47 526	Pour les 12 mois. Entente avec le CSPQ. 95% (Rogers) et 5 % (Bell)
Nombre total de minutes utilisées	292 488	Pour les 12 mois. Entente avec le CSPQ
Nombre de <u>tablettes</u> : 6		
Achats : 4	3 824	956,00 / unité (Apple)
Coût d'utilisation	1 200	Pour les 12 mois. Entente avec le CSPQ (20,00/mois/tablette)
Coût pour résiliation	500	20,00 / mois pour la durée restante du contrat jusqu'à concurrence d'un maximum de 250,00
Nombre de <u>téléavertisseurs</u> : 25		
Appareils en location		
Coût d'utilisation	2404	Pour les 12 mois – 16 téléavertisseurs (PageNet) et 9 téléavertisseurs (Bell Mobilité)
Nombre de <u>cellulaires</u> : 56		
Coût d'utilisation	7684	Pour les 12 mois – Entente avec le CSPQ
Nombre total de minutes utilisées	32 352	Pour les 12 mois – Entente avec le CSPQ
Nombre de <u>portables</u> : 110		
Achats : 32	26 240	820,00 / unité (Dell)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 15A

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

35 ans et plus

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	3	100%	0	0%	3	0,4%
Cadres	0	0%	2	4,3%	0	0%	0	0%	22	46,9%	25	53,2%	47	6,4%
Professionnels	5	1,4%	24	6,7%	2	0,6%	2	0,6%	118	32,9%	123	34,3%	241	32,7%
Techniciens	2	1,3%	10	6,4%	0	0%	1	0,6%	33	21%	96	61,1%	129	17,5%
Personnel de bureau	3	1,8%	8	4,7%	0	0%	1	0,6%	20	11,6%	107	62,2%	127	17,2%
Ouvriers	N/A		N/A		N/A		N/A		N/A		N/A		N/A	
Total	10	1,4%	44	6%	2	0,3%	4	0,6%	196	26,6%	351	47,6%	547	74,1%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 15B

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

Moins de 35 ans

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0,0%
Cadres	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0,0%
Professionnels	2	0,6%	10	2,8%	1	0,3%	0	0%	62	17,3%	56	15,6%	118	16,0%
Techniciens	0	0%	2	1,3%	0	0%	0	0%	8	5,1%	20	12,7%	28	3,8%
Personnel de bureau	1	0,6%	5	3%	0	0%	1	0,6%	7	4%	38	22,1%	45	6,1%
Ouvriers	N/A		N/A		N/A		N/A		N/A		N/A		N/A	
Total	3	0,4%	17	2,3%	1	0,1%	1	0,1%	77	10,5%	114	15,5%	191	26,3%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 15C

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel	
CATÉGORIE D'EMPLOI	TOTAL POUR 2013-2014
Cadres	65,5
Professionnels	2247,0
Personnel de bureau et techniciens	3425,5
Ouvrier	N/A
<b>TOTAL</b>	<b>5738,0</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 15E

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.):			
PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
PAYÉES	COMPENSÉES	PAYÉES	COMPENSÉES
Heures : 13 566,45	Heures : 3 868,97	Heures : 13 053,12	Heures : 782,68

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 15F

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
CADRES	36,0	73,0	85,0	216,0	381,5	56,0	22,0	27,5	85,0	66,0	15,5	18,0
PROFESSIONNELS	226,5	203,0	457,0	1501,5	2390,5	325,5	177,0	133,0	434,0	337,0	138,0	93,0
PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	336,0	279,5	643,5	1938,5	2441,5	538,5	304,0	238,5	611,5	504,0	236,5	205,0
TOTAL :	598,5	555,5	1185,5	3656	5213,5	920	503	399	1130,5	907	390	316

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 15i

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 15J

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions).

CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS (réguliers)			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	
Emplois supérieurs	3	3	3	03-Capitale Nationale
Cadres	40	41	47	03-Capitale Nationale
Professionnels	262	296	359	03-Capitale Nationale
Fonctionnaires	324	325	329	03-Capitale Nationale
<b>Total :</b>	<b>629</b>	<b>665</b>	<b>738</b>	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 15K

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014
PROFESSIONNELS EXPERTS :	42	45	65
PROFESSIONNELS ÉMÉRITES :	6	6	9
<b>TOTAL :</b>	<b>48</b>	<b>51</b>	<b>74</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 15L

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie <sup>1</sup>	28	27	24

<sup>1</sup> Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 15M

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES (réguliers)			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2011-2012	2012-2013	2013-2014	
Haute direction	3	3	3	03-Capitale Nationale
Cadre	45	47	52	03-Capitale Nationale
Professionnel	308	337	420	03-Capitale Nationale
Technicien et personnel de bureau	390	380	359	03-Capitale Nationale
<b>TOTAL :</b>	<b>746</b>	<b>767</b>	<b>834</b>	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 16A

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 et en 2013-2014;	
	NOMBRE
Départs à la retraite du 1 <sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014	21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 16B

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Ne s'applique pas à la CARRA car en vertu de l'article 10 de la Loi sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (L.R.Q., ch. C-32.1.2), l'article 32 alinéa 2 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., chapitre A-6.01) ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 16C

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : nombre de départs à la retraite prévus pour 2014-2015 et 2015-2016 et les indemnités de retraites qui seront versées.		
	2014-2015	2015-2016
Départs à la retraite prévus entre le 1 <sup>er</sup> avril au 31 mars.  Aucune indemnité de retraite ne sera versée compte tenu que les conditions de travail du personnel ne le permettent pas.	15	15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 16d

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats (1 <sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014)	7

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014 en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie totale pour chaque local loué; la superficie totale réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué; les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.					
ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M <sup>2</sup> )	COÛT TOTAL DE LOCATION 2013-2014	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2013-2014	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE
150, boul. René-Lévesque Est, Québec	4 012,24	965 971,26	481 426,79	Aucun bail	(Note)
1095, rue de l'Amérique Française, Québec	68,95	16 804,44		Aucun bail	idem
1050, rue Louis-Alexandre Taschereau, Québec	4 940,96	1 034 663,16		Aucun bail	idem
475, St-Amable, Québec	9 593,68	3 014 393,28	30 726,00	Aucun bail	idem
140, Grande-Allée Est, Québec	1 915,66	295 974,53	81 599,33	Aucun bail	idem
200, chemin Sainte-Foy, Québec	899,35	99 586,08		Aucun bail	idem
333, St-Amable, Québec	772,24	133 229,61	44 294,89	Aucun bail	idem
		<b>5 560 622,36</b>	<b>638 047,01</b>		
(Note) : La CARRA a une entente d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures (SQI) et non avec les propriétaires.					

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacun des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.

ADRESSE	NATURE DES TRAVAUX	COÛT	DATE DES TRAVAUX	FIRME AYANT EFFECTUÉE LES TRAVAUX
Sans objet pour la CARRA				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.						
Nom	Poste occupé	Salaire de base	Salaire additionnel (s'il y a lieu)	Assignation initiale	Date de l'assignation hors structure	Date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu)
Martin East	Cadre-conseil, (630-03)	111 866,00		Directeur des systèmes opérationnels et administratifs	5/12/2012	Date indéterminée
Johanne Lemelin	Cadre-conseil, (630-04)	92 632,00		Chef de service 1 des contacts clients	18/11/2013	Date indéterminée
Pascal Beaudin	Cadre-conseil, (630-04)	94 735,00		Chef de service de la révision des rentes	15/07/2013	Date indéterminée

ÉTUDES DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé et le nom de l'organisme; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale; l'assignation actuelle; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne visée par la question à la CARRA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service; les sommes déboursées pour l'achat de billets de saison; la réservation de loges; les frais encourus afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	
Liste des abonnements	Coût
<b>Abonnements à des journaux</b>	
Le Soleil	402,15
Le Journal de Québec	393,64
Le Devoir	252,75
La Presse	174,20
	<b>1 222,74</b>
<b>Veille médiatique</b>	
Cision – revue de presse écrite	473,48
Communication Démo – revue de presse écrite	9 986,00
	<b>10 459,48</b>
<b>Magazines</b>	
La Presse Commerce	134,00
Effectif	35,44
Gestion, revue internationale de gestion	40,00
	<b>209,44</b>
<b>Abonnement à des mises à jour de livres</b>	
L'Accès à l'information et la protection des renseignements personnels (feuilles mobiles) (Publications CCH)	782,00
Droit de la famille québécois (feuilles mobiles) (Publications CCH)	1 089,00
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (feuilles mobiles) (Publications CCH)	1 007,00
Accès à l'information – loi annotée (Éditions Yvon Blais)	259,70
Lois et règlements sur les régimes de retraite (Publications du Québec)	342,95
	<b>3 480,65</b>
<b>Sous-total</b>	<b>15 372,31</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 25

<b>Abonnements électroniques</b>	
Communication Démo – revue de presse électronique	8 907,59
Courrier parlementaire	1 750,00
Projets de loi publics (Publications du Québec)	195,00
LéjisQuébec (Publications du Québec)	9 142,14
Mise à jour du code civil (Les Éditions juridiques FD)	490,00
Azimet (SOQUIJ)	5 204,85
Express civil (SOQUIJ)	440,00
Services en ligne La référence Droit québécois (Éditions Yvon Blais)	1 915,00
L'Accès à l'information et la protection des renseignements personnels (Publications CCH)	659,00
La Presse électronique	120,00
	<b>28 823,58</b>
<b>Sous-total</b>	<b>28 823,58</b>
<b>Total</b>	<b>44 195,89</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 26

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Direction des communications

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT COÛT CRITÈRES
<a href="http://www.carra.gouv.qc.ca">www.carra.gouv.qc.ca</a>	En 1998, le site a été conçu par le personnel de la CARRA avec la collaboration des représentants des autres directions	En 1998, le coût a été de 5 000 pour le visuel du site	Depuis 1998, le coût de l'hébergement du site est inclus dans une entente de services informatiques entre la CARRA et le CSPQ  780 par mois 9 360 par année  11 noms de domaine : 10,35 chacun (par mois) 1 366 par année	Direction des communications	La fréquence de mise à jour est variable, en moyenne une fois par jour	Le site a été refait en 2002 et en 2007.  En 2002, le coût a été de 16 375; ce montant incluait le visuel des années 2002 à 2006 pour le site Internet, les publications et le stand.  En 2007, le coût a été de 7 335; ce montant incluait le visuel pour le site Internet, les publications et le stand.  Les critères qui ont justifié le changement en 2002 et en 2007 étaient de se conformer au Programme d'identification visuelle et de moderniser le visuel.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 29

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; le nombre total de demandes reçues; le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 33

Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 35

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun transfert.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 36

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	
	Montant déboursé en 2013-2014
Primes au rendement (bonis pour rendement exceptionnel) et bonus (bonis pour les CGRH)	93 766,26

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 37

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Prime de départ

69 711,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 39

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 40

Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Cette question ne semble pas pertinente puisqu'il n'y a pas eu de changement de gouvernement au courant de l'année financière 2013-2014.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
 NUMÉRO 42

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme touché(e); le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le montant accordé; le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	MONTANT ACCORDÉ	MOTIF DE LA DEMANDE
<p>Le dirigeant de la CARRA n'a pas fait de délégation de pouvoir à cet effet, tel que prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Voir la fiche 09 qui énumère les contrats pour lesquels des modifications ont fait l'objet d'une autorisation du dirigeant en vertu de l'article 17 de la Loi.</p>			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 44

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Voir les fiches 15c et 15f.


ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX  
NUMÉRO 45

Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.

Aucune entente.

COMMISSION ADMINISTRATIVE  
DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Québec 



COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS - OPPOSITION OFFICIELLE  
 NUMÉRO 1

Concernant le bureau de la présidence : nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents; liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.				
Qté	Description	But de la rencontre	Personne(s) impliquée(s)	Coût
3	Forum des dirigeants des grands organismes (G7)	Rencontres afin de discuter sur des dossiers d'intérêt commun aux grands organismes, de partager les bons coups et de développer des partenariats lorsque le contexte s'y prête. En outre, les rencontres du Forum constituent une occasion d'échanger avec des membres de la haute fonction publique sur les priorités gouvernementales et sur la contribution des grands organismes à cet égard.	Présidents(es) de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, la Commission des normes du travail, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance maladie du Québec, la Régie des rentes du Québec, de la Société de l'assurance automobile du Québec et de l'Agence du revenu du Québec.	0,00\$
5	Conseil d'administration de la Caisse de dépôt et placement (CDP)	Participation aux réunions régulières et spéciales à titre de membre du CA (nomination par le gouvernement du Québec).	Les membres du CA de la CDP, incluant le PDG de la CARRA.	0,00\$

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE  
 NUMÉRO 2

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.
Pour chaque comité <u>présidé</u> par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats → La CARRA ne préside aucun de ces comités.
Comité interministériel des responsables de programme d'aide aux employés (CIRPA)
Comité interministériel des responsables de programme d'aide aux employés de la colline parlementaire
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT)
Table patronale de Concertation en Santé et Sécurité du Travail TPCSST
- Réseau des responsables en matière de harcèlement et de violence en milieu de travail
- Comité interministériel des Responsables de Programmes d'Aide CIRPA
Service de santé de l'Édifice Marie-Guyart
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail - secteur Administration provinciale
Comité interministériel de santé et sécurité au travail de l'Édifice Marie-Guyart
Comité relations de travail
Groupe interministériel sur la réintégration au travail
Table de concertation en dotation
Comité des responsables de la gestion prévisionnelle de main-d'œuvre des MO
Réseau des répondants de l'accueil et de la promotion auprès des étudiants et des stagiaires
Groupe d'échanges interministériel sur le développement des cadres
Comité interministériel en gestion de carrière
Comité interministériel sur la reconnaissance et la valorisation
Association des responsables de la gestion des plaintes du gouvernement du Québec
Comité de travail permanent en accès et en protection des renseignements personnels
Table d'échange et de perfectionnement des juristes des organismes gouvernementaux en accès à l'information et en protection des renseignements personnels
Forum des gestionnaires en ressources financières (FGRF)
Forum des dirigeants de l'information
Forum des gestionnaires en technologies de l'information
Centre d'expertise des grands organismes (CEGO)
- Groupes d'échange : sur la gestion des centres de relation avec la clientèle, sur la formation à la tâche, sur les services en ligne, sur l'évaluation médicale (aboli en 2013), sur l'étalonnage, sur le développement durable (aboli en 2013); sur l'optimisation des processus d'affaires, sur la prestation de services en personne (aboli en 2013), et sur les communications (aboli en 2013).
Forum des dirigeants des grands organismes (G8)
Forum des secrétaires généraux des organismes du gouvernement du Québec
Comité interministériel sur la simplification de l'accès aux services pour les citoyens et les entreprises
Forum des directeurs des ressources humaines (FDRH)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE  
 NUMÉRO 3

Nombre de demandes de retraite traitées pour chacune des trois dernières années :			
	2011	2012	2013
a. nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers;			
b. nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents;			
c. délai.			
Nombre de rentes de retraite traitées	18 048	19 556	23 017
a. Nombre et pourcentage d'agents qui traitent ces dossiers	69	71	63
b. Nombre d'heures supplémentaires payées à ces agents	4900	7585	2743
c. Délai (jours)	134	117	97

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE  
NUMÉRO 4-5-6-7

4. Dans les régimes de retraite, quel est le nombre de régimes qui sont en déficits à l'heure actuelle et évolution de ces données entre 2008-2009 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.
5. La somme de l'ensemble de ces déficits par année par régime de retraite.
6. Dans les régimes de retraite, quel est le nombre de régimes qui ont des surplus à l'heure actuelle et l'évolution de ces données entre 2008-2009 et 2013-2014 et prévisions pour 2014-2015.
7. La somme de l'ensemble de ces surplus par année par régime de retraite.

**Commentaires :**

Dans un régime de retraite, le surplus ou le déficit correspond à la différence entre la caisse de retraite constituée et la valeur des obligations actuarielles du régime. Les régimes de retraite administrés par la CARRA peuvent être classés dans les 3 catégories suivantes :

1. **Régimes de retraite pleinement capitalisés :** régimes pour lesquels la totalité des prestations doit être payée de la caisse de retraite constituée à la Caisse de dépôt et placements du Québec (CDP). Les régimes visés sont le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (**RREFQ**), le Régime de retraite des élus municipaux (**RREM**), le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (**RRMCM**), le Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges (**RRCHCN**) et les régimes de retraite particuliers.
2. **Régimes de retraite partiellement capitalisés :** régimes pour lesquels seule une partie des prestations payables du régime doit être payée de la caisse de retraite constituée à la CDP. Ces prestations peuvent être, par exemple, celles à la charge des participants (ex : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (**RREGOP**), Régime de retraite du personnel d'encadrement (**RRPE**)) ou celles relatives à certaines années de service (ex : Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (**RRMSQ**)), le Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (**RRAPSC**). Pour ces régimes, la portion non capitalisée des prestations est payée du fonds consolidé du revenu.
3. **Régimes de retraite non capitalisés :** régimes pour lesquels la totalité des prestations est payée du fonds consolidé. Les régimes visés sont le Régime de retraite des enseignants(**RRE**), le Régime de retraite de certains enseignants (**RRCE**), le Régime de retraite des fonctionnaires (**RRF**), le Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales (**RRJCOM**), le Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (**RRMAN**), le Régime de retraite de l'administration supérieure (**RRAS**).

Les données des tableaux suivants ont été extraites des états financiers des régimes au 31 décembre des années 2008 à 2013. Compte tenu de l'imprévisibilité des rendements qui seront réalisés par les caisses de retraite en 2014 et 2015, aucune projection n'est effectuée pour les années 2014 et suivantes.

Le premier tableau présente le surplus ou le déficit des régimes pleinement capitalisés et le surplus ou le déficit à l'égard de la portion capitalisée des régimes partiellement capitalisés.

Le deuxième tableau présente, à titre d'information, la valeur de l'obligation actuarielle relative aux régimes non capitalisés ou à la portion non capitalisée des régimes partiellement capitalisés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE  
 NUMÉRO 4-5-6-7

*Évolution de la situation financière des régimes de retraite partiellement capitalisés ou capitalisés et administrés par la CARRA  
 du 31 décembre 2008 au 31 décembre 2013  
 (en milliers de dollars)*

*Régimes partiellement capitalisés*

	31 décembre 2008			31 décembre 2009			31 décembre 2010			31 décembre 2011			31 décembre 2012			31 décembre 2013		
	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)
<b>RREGOP, portion capitalisée</b>	33 969 387	35 554 551	(1 585 164)	37 324 840	37 707 735	(382 895)	41 448 673	40 102 593	1 346 080	42 053 791	42 093 614	(39 823)	44 729 620	45 781 966	(1 052 346)	50 069 196	49 350 273	718 923
<b>RRAPSC, portion capitalisée</b>																509 049	490 214	18 835
<b>RRPE, portion capitalisée</b>	5 788 505	6 680 876	(892 371)	6 211 501	6 867 443	(655 942)	6 988 039	7 882 489	(894 450)	7 343 601	8 373 579	(1 029 978)	7 926 616	9 041 317	(1 114 701)	8 720 852	10 335 902	(1 615 050)
<b>RRMSQ, portion capitalisée</b>	124 621	144 543	(19 922)	198 597	224 470	(25 873)	293 919	306 674	(12 755)	369 782	382 222	(12 440)	483 204	488 686	(5 482)	629 283	609 385	19 898
<b>Nombre en surplus</b>			0			0			1			0						3
<b>Total des surplus</b>			0			0			1 346 080			0						757 656
<b>Nombre en déficit</b>			3			3			2			3			3			1
<b>Total des déficits</b>			(2 497 457)			(1 064 710)			(907 205)			(1 082 241)			(2 172 529)			(1 615 050)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE  
 NUMÉRO 4-5-6-7

*Régimes capitalisés*

	31 décembre 2008			31 décembre 2009			31 décembre 2010			31 décembre 2011			31 décembre 2012			31 décembre 2013		
	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)	Actif constitué	Obligations actuarielles	Surplus / (Déficit)
<b>RREFQ</b>	144 405	109 696	34 709	155 107	115 909	39 198	173 759	122 721	51 038	177 313	129 753	47 560	189 261	141 454	47 807	207 706	151 080	56 626
<b>RRCHCN</b>	57 098	29 952	27 146	60 265	27 816	32 449	64 529	27 161	37 368	64 838	28 116	36 722	67 959	27 712	40 247	72 312	27 113	45 199
<b>RRP</b>	1 008	1 010	(2)	990	973	17	1 011	948	63	827	679	148	816	688	128	833	633	200
<b>RREM</b>	120 771	150 938	(30 167)	132 940	157 886	(24 946)	150 264	165 122	(14 858)	154 352	169 625	(15 273)	168 772	176 346	(7 574)	192 306	185 291	7 015
<b>RRMCM</b>	7 184	11 460	(4 276)	6 627	10 871	(4 244)	6 181	10 264	(4 083)	4 746	9 114	(4 368)	3 966	8 670	(4 704)	3 327	8 178	(4 851)
<b>Nombre en surplus</b>			2			3			3			3			3			4
<b>Total des surplus</b>			61 855			71 664			88 469			84 430			88 182			109 040
<b>Nombre en déficit</b>			3			2			2			2			2			1
<b>Total des déficits</b>			(34 445)			(29 190)			(18 941)			(19 641)			(12 278)			(4 851)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE  
 NUMÉRO 4-5-6-7

***Obligations actuarielles au 31 décembre 2013 relatives à la portion non capitalisée des régimes de retraite administrés par la CARRA***

<b><i>Régimes partiellement capitalisés</i></b>	
	<b>Obligations actuarielles</b>
RREGOP, portion non capitalisée	53 170 130
RRAPSC, portion capitalisée	482 982
RRPE, portion non capitalisée	11 758 320
RRMSQ, portion non capitalisée	3 438 156
<b>Total</b>	<b>68 779 588</b>
<b><i>Régimes non capitalisés</i></b>	
	<b>Obligations actuarielles</b>
RRE	11 706 570
RRCE	1 410 180
RRF	3 927 106
RRAS	1 383 528
RRJCQ	288 528
RPSJCQ	278 385
RRMAN	110 682
RPSMAN	86 717
RPS RREM	46 912
<b>Total</b>	<b>19 238 608</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE  
NUMÉRO 8

Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisées depuis 2009-2010, par année financière, par ou pour la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances concernant les régimes de prestations cibles.

Aucune réalisation à la CARRA concernant les régimes de prestations cibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
 NUMÉRO 1

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- A. la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- B. la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- C. leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

- A. La liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- C. Leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

En plus du président du conseil et du président-directeur général, qui est membre d'office, le conseil d'administration est composé de :

- quatre membres représentant le gouvernement;
- trois membres représentant les employés participant aux régimes de retraite administrés par la CARRA, dont deux représentent les employés visés par le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et un représente les employés visés par le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE);
- un membre représentant les pensionnés de l'un des régimes de retraite administrés par la CARRA;
- cinq membres indépendants.

En vertu de leur décret de nomination, les membres sont remboursés des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions, conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement. Aucune rémunération ne leur est versée, à l'exception du président du conseil d'administration qui, en vertu de son décret de nomination, reçoit une rémunération annuelle ainsi qu'un montant forfaitaire par présence aux séances du conseil d'administration et des comités de ce conseil (M. François Joly (décret 338-2007) : 16 000 \$, 750 \$ / M. Richard Fortier (décret 371-2013) : 17 755 \$, 832 \$).

Membres du conseil d'administration	Montant du remboursement en 2013
M. Guy Bilodeau – Membre représentant les employés participant au RREGOP (démission effective le 22 octobre 2013)	1 329,04
M <sup>me</sup> Julie Blackburn – Membre représentant le gouvernement	
M <sup>me</sup> Sylvie Bourdeau – Membre indépendante	1 042,58
M <sup>me</sup> Nicole Bourget – Membre représentant le gouvernement (début de mandat : 3 juillet 2013)	
M. Guy Chouinard – Membre représentant les participants au RRPE	223,71
M. Denis Doré – Membre représentant les participants au RREGOP	281,49

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
 COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
 NUMÉRO 1

A. La liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; C. Leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.	
Membres du conseil d'administration	Montant du remboursement en 2013
M <sup>me</sup> Mireille Fillion – Membre représentant le gouvernement	15,77
M <sup>me</sup> Sophie Fontaine-Bégin – Membre représentant les employés participant au RREGOP (début de mandat : 23 octobre 2013)	406,65
M. Richard Fortier – Membre indépendant (début de mandat : 10 avril 2013)	8 064,88
M. Robert Gaulin – Membre représentant les pensionnés d'un des régimes de retraite administrés par la CARRA	
M <sup>me</sup> Lucie Gervais – Membre indépendante	281,82
M <sup>me</sup> Diane Jean – Membre représentant le gouvernement (démission effective le 16 avril 2013)	
M. François Joly – Membre indépendant (démission effective le 27 mars 2013)	2 656,01
M <sup>me</sup> Diane Laperrrière – Membre indépendante	628,50
M. André Legault – Président-directeur général (démission effective le 8 décembre 2013)	
M <sup>me</sup> Constance Lemieux – Membre indépendante	
M. Pierre St-Michel – Président-directeur général par intérim (du 9 au 31 décembre 2013)	
M. Bernard Turgeon – Membre représentant le gouvernement	
<b>TOTAL</b>	<b>14 930,45</b>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 1

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, indiquer :

- A. la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- B. la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- C. leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

**B. La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV.**

**M. Richard Fortier**

Nommé membre du conseil d'administration le 10 avril 2013, à titre de membre indépendant et président du conseil d'administration, pour un mandat de cinq ans.

Bachelier en actuariat et administrateur accrédité de l'Institut des administrateurs de sociétés (IAS.A), M. Fortier détient les titres de CFA, FSA et FICA. Possédant 38 ans d'expérience professionnelle, dont 20 ans à titre de cadre supérieur, il a assumé notamment la fonction de directeur général chez Les Coopérants, société mutuelle d'assurance-vie. Il a également été associé principal et vice-président à la Compagnie Trust Royal, puis premier vice-président de différents secteurs ainsi que président et chef de l'exploitation chez Desjardins Sécurité financière.

Monsieur Fortier, nommé en vertu du décret 371-2013, est remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement (décret 2500-83). Il reçoit également une rémunération annuelle de 17 755 \$ à laquelle s'ajoute un montant forfaitaire de 832 \$ par présence aux séances du conseil d'administration et des comités de ce conseil.

**M<sup>me</sup> Nicole Bourget**

Nommée membre du conseil d'administration le 3 juillet 2013, à titre de membre représentant le gouvernement, pour un mandat prenant fin le 29 novembre 2014.

Titulaire d'un baccalauréat en sciences comptables et d'une maîtrise en administration publique, M<sup>me</sup> Bourget est membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec et diplômée du programme de certification en gouvernance de sociétés (ASC) du Collège des administrateurs de sociétés. Elle a occupé divers postes dans la fonction publique et travaille à la Régie des rentes du Québec depuis 1998. Elle y a dirigé de grandes directions d'affaires, dont celle consacrée à l'administration du Régime de rentes du Québec. Elle y a également occupé le poste de vice-présidente aux services à l'organisation et occupe maintenant celui de vice-présidente aux services à la clientèle. Elle siège au conseil d'administration de l'Agence du revenu du Québec et à celui de l'Institut d'administration publique de Québec, en plus d'être membre du comité directeur du Centre d'expertise des grands organismes du gouvernement du Québec.

Madame Bourget, nommée en vertu du décret 772-2013, est remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement (décret 2500-83). Aucune rémunération ne lui est versée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015  
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES  
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION  
NUMÉRO 1

**B. La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV.**

**M. Robert Gaulin**

Nommé à nouveau membre du conseil d'administration le 23 octobre 2013, à titre de membre représentant les pensionnés de l'un ou l'autre des régimes de retraite administrés par la Commission, pour un mandat de deux ans.

Titulaire d'une maîtrise en administration des affaires (MBA) et d'un certificat en planification financière, M. Gaulin a exercé différentes fonctions au sein de la Centrale des syndicats du Québec. Il a occupé les fonctions de coordonnateur des négociations et de responsable du Front commun du secteur public, de 1971 à 1978, et a été élu président de cette centrale en 1978. Retraité depuis 1994, il agit comme consultant dans le domaine de la gestion des ressources humaines et de la retraite et du développement des organisations. Il a été premier vice-président de l'Association des retraités et retraitées de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) de 2003 à 2008.

Monsieur Gaulin, nommé en vertu du décret 1048-2013, est remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement (décret 2500-83). Aucune rémunération ne lui est versée.

**M<sup>me</sup> Sophie Fontaine-Bégin**

Nommée membre du conseil d'administration le 23 octobre 2013, à titre de membre représentant les employés visés par le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, pour un mandat prenant fin le 29 novembre 2014.

Détentrice d'un baccalauréat et d'une maîtrise en relations industrielles, M<sup>me</sup> Fontaine-Bégin a occupé la fonction de conseillère syndicale à la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ). Elle est actuellement conseillère syndicale à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), où elle a également œuvré à titre de coordonnatrice.

Madame Fontaine-Bégin, nommée en vertu du décret 1048-2013, est remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement (décret 2500-83). Aucune rémunération ne lui est versée.

**M. Pierre St-Michel**

Nommé membre du conseil d'administration le 9 décembre 2013, à titre de président-directeur général par intérim.

Monsieur St-Michel est vice-président aux services à la clientèle de la CARRA depuis le 18 mars 2013. Il a été membre du conseil d'administration et président-directeur général par intérim du 9 décembre 2013 au 17 mars 2014.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**  
**COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION**  
**NUMÉRO 2**

Évolution annuelle du nombre de plaintes à la CARRA depuis 2005. Spécifier la cause principale de la plainte.		
Année	Plaintes reçues	Causes principales
2005	327	- Délais de traitement reliés au secteur d'opération (Rente, rachat, décès, révision et correction). - Renseignements fournis par le service à la clientèle.
2006	354	- Délais de traitement reliés au secteur d'opération (Rente, rachat, décès, révision et correction). - Accessibilité à la ligne téléphonique.
2007	273	- Délais de traitement reliés au secteur d'opération (Rente, rachat, décès, révision et correction). - Accessibilité à la ligne téléphonique.
2008	345	- Délais de traitement reliés au secteur d'opération (Rente, rachat, décès, révision et correction). - Accessibilité à la ligne téléphonique.
2009	302	- Délais de traitement reliés au secteur d'opération (Rente, rachat, décès, révision et correction). - Accessibilité à la ligne téléphonique.
2010	1 432	- Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente, continuité de revenu). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (rente, décès, rachat, remboursement). - Renseignements fournis par le service à la clientèle. - Accessibilité à la ligne téléphonique.
2011	2 927	- Accessibilité à la ligne téléphonique. - Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente, continuité de revenu, révision et correction). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (décès, rachat). - Renseignements fournis par le service à la clientèle.
2012	1 427	- Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente, continuité de revenu). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (décès, rachat, remboursement, transfert CRI, ententes de transfert). - Délais pour procéder au remboursement de trop perçus de cotisation. - Renseignements fournis par le service à la clientèle.
2013	998	- Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente, révision et correction). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (décès, remboursement, transfert CRI). - Délais pour procéder au remboursement de trop perçus de cotisation. - Délais pour faire parvenir les feuillets d'impôt à la clientèle. - Fiabilité des données dans certains dossiers.
2014	250*	- Délais de traitement reliés aux rentes (confirmation de rente, révision et correction). - Délais de traitement reliés au secteur d'opération (décès, remboursement). - Délais pour procéder au remboursement de trop perçus de cotisation. - Fiabilité des renseignements fournis par le service à la clientèle. - Fiabilité des données dans certains dossiers.

\* au 31 mai 2014